

Unité départementale de la Loire Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 25 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RENOVEMBAL

1 rue de la Pélissière
ZI de la Chevrolière
44118 La Chevrolière

Référence : 2025-N3-449

Code AIOT : 0006301186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement RENOVEMBAL implanté 1 rue de la Pélissière ZI de la Chevrolière 44118 La Chevrolière. L'inspection a été annoncée le 13/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du suivi des constats réalisés en 2024 (avec prise de connaissance pour nouvelle inspectrice ayant vocation à suivre le site)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENOVEMBAL
- 1 rue de la Pélissière ZI de la Chevrolière 44118 La Chevrolière
- Code AIOT : 0006301186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RENOVEMBAL est spécialisée dans la réutilisation des emballages industriels. Ce site a fait l'objet d'un dossier d'autorisation environnementale pour un projet d'extension et de modernisation de ses activités (arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 novembre 2023).

Thèmes de l'inspection :

- Suites de constats de l'inspection précédente
- Action régionale 2025 : vérification électrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	AR1 – Vérification des installations électriques – Limites d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	30 jours
7	Suites de la précédente inspection	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 1	Demande d'action corrective	30 jours
10	PGS2024	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.7	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet
3	AR1 – Plan d'actions suite à vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet
4	AR1 – État visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet
5	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Sans objet
8	Mesure de niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 6.3	Sans objet
9	Rendements de l'incinérateur et % de rejet diffus	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Rapport annuel d'activités	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.71	Sans objet
12	GEREP	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.7.3	Sans objet
13	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet d'importants investissements en 2023 (notamment à travers l'installation d'une ligne de broyage des déchets plastiques et la mise en place d'un dispositif de captation des émissions de COV et de traitement par charbon actif).

En 2024, l'exploitant a investi pour 60k€ dans l'isolation phonique de la ligne de broyage plastique (amenant à supprimer les dépassements des émergences lors de la dernière campagne de mesures).

Les constats réalisés lors de la visite de l'an dernier ont donné lieu à une prise en compte satisfaisante par l'exploitant et les installations électriques font l'objet d'un suivi rigoureux. Suite à l'incendie survenu sur le site ayant détruit la grenailleuse, celle-ci a été remise en service en décembre 2024 et la ligne solvants a été mise en route ainsi que la ligne de mise en peinture des fûts (ce qui permettra de limiter la réalisation des opérations de dégraissage à la main mais pas de les supprimer).

Cette inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités pour lesquelles des actions sont en cours de mise en place (qui sont susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure lors de la prochaine inspection) :

- non-respect du pourcentage de rejet diffus,
- non-respect des quantités de certaines catégories de déchets présents sur site,
- non-respect de certaines zones de stockage spécifiées dans l'arrêté d'autorisation,
- absence de document recensant les matériels électriques dans les zones ATEX et démontrant leur adéquation avec le zonage considéré.

L'exploitant prévoit le dépôt d'un projet à connaissance d'ici fin juin 2025 pour la construction d'un nouveau bâtiment de 2 400 m² et prévoit de solliciter à cette occasion l'ajustement de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

D'autres non-conformités ou remarques ont été mises en évidence durant cette visite pour lesquelles il est attendu de la part de l'exploitant un plan d'actions sous 1 mois accompagné d'un échéancier.

2-4) Fiches de constats

N°1 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques

conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

Le dernier rapport de vérification électrique fait suite à une intervention en date du 25/11 au 26/11/2024. Les précédents faisaient suite à des contrôles sur site du 03/12/2021, du 21/11/2022 et du 21/11/2023. La fréquence de vérification annuelle est par conséquent respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : AR1 – Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

Le rapport suite à contrôle en date du 25/11 au 26/11/2024 mentionne : « La vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre, s'est limitée à un examen visuel extérieur ». Par contre c'est la seule limite mentionnée dans le rapport, les autres éléments ayant été produits (notamment zonage ATEX, réalisation des mesures de prise de terre).

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport complémentaire de contrôle de la société HMTI ayant contrôlé le transformateur alimentant le site. Ce rapport fait suite à un contrôle en date du 21/06/2024 et ne met pas en évidence d'actions urgentes à conduire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 1 : Outre les recommandations sur l'affichage ou l'éclairage de secours, ce rapport de contrôle mentionne la nécessité de remplacements de fusibles lors de la prochaine opération de maintenance de l'équipement. L'exploitant doit faire part du calendrier de réalisation de cette opération et confirmera le remplacement des fusibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N°3 : AR1 – Plan d'actions suite à vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence d'anomalie sur le rapport de vérification des installations électriques suite à contrôle en date du 25/11 au 26/11/2024. L'exploitant a présenté un rapport Q18 indiquant l'absence de risque d'incendie ou d'explosion lié aux installations électriques en date du 02/12/2024 (avec réalisation d'un test de coupure totale des installations).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : AR1 – État visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet en l'absence d'anomalie constatée lors du dernier contrôle suite à contrôle en date du</p>

25/11 au 26/11/2024
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.
Constats : Un contrôle par thermographie infrarouge est réalisé tous les ans à une date différente (période avril-mai). Le dernier contrôle date du 24/04/2024 (le précédent datait du 23 février 2023). Une seule anomalie de priorité 2 (avec préconisation, d'action sous 2 mois à compter de la réception du rapport) a été relevée en 2024 sur le contrôle par thermographie. La pièce à l'origine de ce constat, qui avait déjà été resserrée en 2023, a été remplacée le 26 juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions régionales, zonage ATEX
Prescription contrôlée : Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : L'exploitant a présenté le zonage ATEX de l'établissement qui a été remis à l'organisme en charge des vérifications électriques. L'exploitant a défini des zones ATEX (zones 21 et 22) au niveau des zones suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - local solvants - cabines de peintures - stockage des fûts de peinture - machine à solvants
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non conformité 1 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document attestant de l'adéquation de son matériel électrique dans les zones à risques d'explosion. Cependant, ce travail est en cours de finalisation, l'objectif étant que ce document soit finalisé selon l'exploitant d'ici la fin juin 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°7 : Suites de la précédente inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suites de la précédente inspection
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Non-conformité 1 : porter à connaissance et décision sur abandon de certains projets prévus dans l'AP d'autorisation- Etat des stocks (avec contrôle par sondage de l'état des stocks)- Consommation d'eau 2024- Remise en service de l'installation de lavage de fûts (et fourniture du dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques)- Formation du personnel sur le confinement des eaux d'extinction
Constats : <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant prévoit le dépôt <u>d'un porter à connaissance</u> d'ici fin mai pour la construction d'un nouveau bâtiment de 2 400 m² (au lieu des 600 m² prévus initialement dans le dossier de régularisation) avec perspectives de murs REI 120 sur 3 faces sur 4 du bâtiment. Ce bâtiment (faisant l'objet d'un permis de construire déposé en parallèle du PAC) sera dédié au stockage des cages vides, des GRV sales, des big-bags de broyats et des poches neuves. A cette occasion, l'exploitant prévoit que le lavage des cases soit mis sur le réseau d'eaux industrielles (au lieu d'un rejet dans le réseau des eaux pluviales). Cette évolution amènera à une baisse potentielle de 50 m³ d'eau de ville par an.- <u>État des stocks</u> : constats de l'an dernier pris en considération (emplacements des stockages désormais disponibles, prise en compte des déchets, plan associé, état des stocks sur 2 réseaux et sur un cloud pour un accès, même en cas de perte d'utilités électriques sur le site).- <u>La consommation d'eau de ville</u> a été de 943 m³ en 2024 (avec une production d'eau distillée de 2 368 m³ ce qui est conforme à la limite fixée par l'arrêté préfectoral en date du 6 novembre 2023 fixant une limite à 1 000 m³). Le ratio d'eau de production/déchet entrant (l/t) est de 883 l/t contre 1338 l'année précédente. Mais la surconsommation d'eau de ville en 2023 s'explique par une panne importante du distillateur avec deux mois sans possibilité de produire de l'eau régénérée. A noter néanmoins que ce ratio atteignait 571 et 647 en 2019 et 2020 mais selon l'exploitant, ce ratio était erroné avec pesée des déchets depuis seulement 2 ans (les poids étant précédemment estimés).- <u>Formation du personnel au confinement des eaux d'extinction</u> réalisée à 2 occasions (avec dernière formation réalisée le 22 avril 2025 avec manipulation des vannes) – marquage des plaques d'égout réalisé. <p>Sur le sujet des PFAS, les deux premiers prélèvements d'eau ont mis en évidence la présence de traces de deux PFAS et de composés fluorés organiques adsorbables (AOF). Le troisième rejet n'a pas mis en évidence de PFAS au-delà de la limite de quantification. Des essais sur les RIA ayant eu lieu en janvier 2023, l'exploitant pense que les traces de substances fluorées sont liées à l'émulseur, un retour de mail du fournisseur d'émulseur allant dans ce sens. L'absence de PFAS sur le troisième prélèvement est lié au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures fin janvier, ce qui laisse penser à l'absence de PFAS directement sur la voirie.</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Remise en service de l'installation de lavage de fûts</u> réalisée : mesure des rejets atmosphériques prévue le 27 mai 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Remarque 2 : L'exploitant doit prévoir la phase de travaux dans le cadre de son porter à

connaissance et étudier la conformité à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 si l'exploitant envisage de mettre en place des panneaux photovoltaïques.

Non-conformité 2 : L'état des stocks présenté lors de l'inspection met en évidence :

- un dépassement de la quantité autorisée de certains types de déchets :

- 52t de déchets d'eaux + huile - dépassement dû à annulation de 2 expéditions de déchets chez le prestataire ; l'exploitant est en train de solliciter d'autres prestataires qu'il avait consultés initialement,
- 14t pour des emballages plastiques propres au lieu des 12t autorisées ; l'exploitant prévoit de solliciter une augmentation de la quantité autorisée dans le cadre du futur porter à connaissance.

- un non-respect de certaines zones de stockage prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (exemple des bigs-bags de broyats de plastique ou de certaines palettes) ;

- l'état des stocks sous forme de tableur présente pour certains types de déchets les emplacements théoriques mais pas les emplacements réels (exemples des déchets d'eaux + huiles qui sont en théorie dans le hall 1F mais dont la visite a montré que certains stockages étaient réalisés dans le hall 2).

L'exploitant doit être attentif dans le cadre de son porter à connaissance à définir les différents scénarii de stockage au sein de son site (si certains emplacements peuvent être dédiés à plusieurs types de stockage). Par contre, l'exploitant doit s'assurer à ce que son état des stocks (avec repérage des emplacements) soit en permanence à jour.

Remarque 3 : Il semble important que l'exploitant puisse formaliser les actions à mener en cas d'incendie ou déversement pour savoir le qui fait quoi (avec répartition des rôles : exemple édition d'un état des stocks, confinement des eaux d'extinction, ...).

Remarque 4 : L'exploitant a indiqué qu'un nouvel essai du réseau RIA avait été effectué en mars 2025. L'exploitant doit :

- confirmer que cet essai a été réalisé sans émulseur ;

- obtenir du fournisseur le type de PFAS présent dans l'émulseur disponible sur site (300 l d'émulseurs selon l'exploitant) et la teneur de ces composés dans l'émulseur (notamment en cas de présence de PFOA, PFCA ou PFHxS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N°8 : Mesure de niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de niveaux sonores

Prescription contrôlée :

La signature sonore (,,,) est évaluée tous les ans pendant 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, dont la 1^{ère} campagne est réalisée dans les 6 mois qui suivent la réalisation du projet. Par la suite la situation sonore est contrôlée tous les 3 ans ou 6 mois après une modification susceptible de faire évoluer la dernière situation satisfaisante.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de niveaux sonores réalisé par la société CCA (suite à intervention du 27 février 2025 de 14h à 17h30) avec un rapport n°25-047-1 du 6 mars 2025. Les 4 points de

mesure en limites de propriétés montrent un respect du seuil de 70dB(A) avec des mesures comprises entre 50,5 et 61,5dB(A). 2 points de mesure ont été réalisés au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches (à 25 m au Sud du site, en limite de propriété de l'habitation située au 8 rue de l'enclose et à 60 m à l'Ouest du site, à proximité de l'habitation située au n°6 rue de l'enclose). Les mesures réalisées montrent un respect des émergences autorisées (avec une émergence mesurée de 1dB(A)). Aucune tonalité marquée n'a été relevée lors des mesures. Selon l'exploitant et le rapport de mesures, les mesures ont été réalisées avec un fonctionnement représentatif de la configuration d'impact maximal (portes ouvertes et fonctionnement de la ligne de broyage). La mesure du niveau de bruit résiduel a été faite à compter de 17h (tous les équipements de l'installation étaient à l'arrêt).

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Rendements de l'incinérateur et % de rejet diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rendements de l'unité de traitement des COV et % de rejet diffus

Prescription contrôlée :

La cabine de peinture, le tunnel de séchage et la cabine de lavage des fûts aux solvants sont des installations fermées. Leurs émissions sont captées par aspiration sur le toit de chaque enceinte et envoyées dans une unité de traitement de l'air qui garantit un abattement d'au moins 90 % des COV.

La consommation de solvants étant supérieure à 15t, le flux annuel d'émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisées.

Constats :

La cabine et le tunnel de peinture ainsi que le poste de lavage des fûts au solvant sont reliés à un système de traitement des COV par charbon actif. L'ensemble des émissions est ainsi canalisé pour traitement. L'efficacité du traitement par charbon actif va en diminuant dans le temps car saturation du charbon actif (entre 1 à 2 ans). Un contrôle des émissions de COV est réalisé quatre fois par an (ce qui permet de vérifier le taux de saturation du charbon actif). Une seule mesure sur 2024, celle du 21 mai 2024, a montré un dépassement avec 44,5 mg/m³ de COV totaux pour une limite de 30 mg/Nm³ selon l'article 4.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation (avec un rendement de seulement 47,3%). L'action a été le remplacement de la charge de charbon actif le 6 juin 2024. Les autres mesures sont toutes conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral.

Les rapports de mesure de l'APAVE en date de novembre 2024 et février 2025 mettent en évidence un rendement supérieur à 99 %. L'exploitant prévoit de maintenir la réalisation de 4 mesures le temps d'ajuster la durée de remplacement du charbon actif.

Sur la partie émission diffuse : cf point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : PGS2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, PGS2024

Prescription contrôlée :

La consommation annuelle de solvants étant supérieure à 1/an, l'exploitant établit un plan de gestion de solvants tous les ans pour les activités utilisatrices de solvants conforme au « guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants établi par l'INERIS ».

En complément du plan de gestion de solvants, l'exploitant met en place une veille technique dans l'objectif de substituer les peintures solvantées par des peintures sans solvant. Il examine

également périodiquement les améliorations potentielles visant à diminuer sa consommation de solvants. Ces veilles sont portées au rapport annuel d'activités.
Constats : Le plan de gestion de solvants de l'année 2024 a été transmis dans le cadre du rapport d'activités 2024 (PGS daté du 7 avril 2025). Ce PGS met en évidence une quantité de COV totaux achetés de 8234 kg avec des rejets canalisés s'élevant à 2413kg et des émissions diffuses de 6097 kg avec une quantité de solvants de 141kg. Les émissions canalisées concernent essentiellement les émissions liées à la cabine de peinture des fûts.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité 3: Le plan de gestion de solvants met en évidence une part d'émission diffuse de 74 % au titre de l'année 2024 (mais la consommation de solvants est inférieure à 15t/an). L'exploitant table sur une baisse significative des émissions diffuses liée à la remise en service de la grenailleuse et à la baisse significative des opérations de dégraissage à la main (avec ratio des émissions diffuses redescendu à 46 % sur début d'année 2025 selon l'exploitant avec objectif de respecter un ratio de 25 % d'ici fin d'année). Remarque 5 : Le PGS demande à être affiné : - en effet, le PGS présenté ne tient pas compte des COV captés par le dispositif de traitement par charbon actif, - les COV contenus dans les déchets semblent très sous-évalués (avec évaluation de 141kg en 2024) que ce soit dans les eaux de lavage ou dans la non prise en compte des solvants sur les chiffons de nettoyage. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a mis en évidence des voies de progrès pour limiter les émissions diffuses (notamment fermeture du contenant avec les chiffons souillés)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°11 : Rapport annuel d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.71
Thème(s) : Risques chroniques, rapport annuel d'activités
Prescription contrôlée : Tous les 1 ^{er} avril, l'exploitant transmet une synthèse commentée relative au fonctionnement de son établissement au cours de l'année précédente (...)
Constats : L'article 2.71 de l'arrêté préfectoral demande l'établissement d'un rapport annuel d'activités comportant a minima : - le bilan d'activités et de gestion des déchets ; - les résultats interprétés des contrôles des émissions ; - le retour d'expérience des incidents ; - les consommations d'eau et d'énergie. Dans le cadre des meilleures techniques disponibles (MTD 23 du BREF WT), un audit énergétique a été effectuée par Bureau Veritas en septembre 2024. Certaines recommandations ne sont pas pertinentes par rapport à la taille de l'entreprise (ISO50001), par rapport au retour sur investissement (pompe à chaleur, remplacement moteur ventilation) ou sur la faisabilité technique (bouclage réseau air). Des actions sont intégrées dans le plan d'action 2025 (compresseur dédié au distillateur par exemple).

Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, GEREP

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare ses émissions polluantes et déchets de l'année précédente suivant le format et les conditions fixés par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection sa déclaration annuelle GEREP mettant en évidence notamment :

- une quantité de déchets dangereux admise de 2505 t pour une quantité expédiée de 1048t ;
- une quantité de déchets non dangereux admise de 1058 t pour une quantité expédiée de 940t.

La consultation du registre trackdéchets (et de sa fiche d'extraction) n'a pas mis en évidence d'anomalie particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Surveillance sur 4 piézomètres des substances suivantes : pH, conductivité, hydrocarbures totaux, sulfates, métaux BTEX, HAP, COHV (11), PFOA et dibenzodioxines polychlorés

Constats :

La dernière mesure de la qualité des eaux souterraines a été réalisée le 26 septembre 2024 sur les 4 piézomètres par SGS suivant les paramètres exigés. Selon le bureau d'études, les analyses effectuées en 2024 n'ont pas montré de modifications marquées par rapport aux analyses réalisées les années précédentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 6 : Un cadre de surveillance GIDAF ayant été créé dans le cadre de la préparation de la visite, l'exploitant est incité à déclarer les futurs résultats de surveillance des eaux souterraines via cette application.

Il serait intéressant que, dans le cadre du rapport annuel, l'exploitant puisse disposer de courbes d'évolution des résultats sur les paramètres particuliers de son suivi des piézomètres.

Les derniers résultats du 17 février 2025 sont bien accessibles sous GIDAF (même si le cadre a été créé à compter du 1^{er} mars 2025).

Type de suites proposées : Sans suite